

DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES D'ÉDUCATION

Les dépenses d'éducation constituent un investissement qui contribue à promouvoir la croissance économique, à accroître la productivité, à favoriser l'épanouissement personnel et le développement social et à réduire les inégalités sociales. La part des ressources financières totales affectées à l'éducation représente un des choix fondamentaux opérés dans chaque pays par les pouvoirs publics, les entreprises, les étudiants et leur famille.

Définition

Cet indicateur porte sur les dépenses au titre des écoles, universités et autres établissements publics ou privés impliqués dans la prestation ou le soutien de services éducatifs. Ces dépenses ne se limitent pas aux services d'enseignement mais comprennent également les dépenses publiques et privées consacrées aux services auxiliaires destinés aux élèves/étudiants et à leur famille, pour autant qu'ils soient proposés par l'intermédiaire des établissements d'enseignement. Dans l'enseignement supérieur, les activités de recherche et de développement peuvent représenter une part importante des dépenses, laquelle est incluse dans cet indicateur lorsque les activités de recherche sont menées par des établissements d'enseignement.

En principe, les dépenses publiques comprennent les subventions publiques aux ménages afférentes aux établissements d'enseignement ainsi que les dépenses

directes de sources internationales au titre des établissements d'enseignement, et par conséquent les dépenses privées sont nettes des subventions publiques au titre des établissements d'enseignement. Toutefois, les subventions publiques au titre de dépenses d'enseignement consenties en dehors des établissements d'enseignement (par exemple, l'achat de manuels scolaires par les familles, le recours aux services de professeurs particuliers, les frais de subsistance des étudiants) sont exclues. Dans l'enseignement tertiaire, les frais de subsistance et le manque à gagner des étudiants peuvent aussi représenter une part importante du coût de l'éducation.

Comparabilité

Le choix de la définition assez vaste des établissements d'enseignement donnée ci-dessus est dicté par le souci de prendre en compte les dépenses consacrées à des services similaires fournis dans certains pays de l'OCDE par des écoles et des universités et, dans d'autres, par des structures autres que les établissements d'enseignement, et de permettre leur comparaison. En outre, afin de garantir la comparabilité des données dans le temps, les chiffres relatifs aux dépenses pour 1995 ont été obtenus au moyen d'une étude spéciale mise à jour en 2004 dans le cadre de laquelle les dépenses de 1995 ont été ajustées en fonction des méthodes et définitions employées lors de la collecte de données de 2004.

Tendances à long terme

En 2004, compte tenu des sources de financement publiques et privées, l'ensemble des pays de l'OCDE ont consacré 6.2 % de leur PIB cumulé au financement de leurs établissements d'enseignement. Les dépenses les plus élevées au titre des établissements d'enseignement sont observées au Danemark, en Islande, en Corée et aux États-Unis, où elles représentent plus de 7 % du PIB. Toutefois, huit des 28 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles consacrent moins de 5 % de leur PIB aux établissements d'enseignement.

Dans tous les pays, les dépenses publiques et privées au titre de l'éducation ont augmenté d'au moins 7 % en valeur réelle entre 1995 et 2004. Cependant, dans un tiers des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, les dépenses d'éducation n'ont pas augmenté au même rythme que les ressources nationales au cours de cette période. Les écarts les plus sensibles s'observent en Autriche, en Irlande et en Espagne, où la part du PIB consacrée à l'éducation a régressé d'au moins 0.5 point de pourcentage entre 1995 et 2004.

Il convient de noter que la forte progression du PIB occulte le fait que les dépenses au titre des établissements d'enseignement ont sensiblement augmenté en termes réels dans la totalité des pays de l'OCDE entre 1995 et 2004. De plus, la taille de la population d'âge scolaire détermine la demande de formation, et les niveaux de rémunération des enseignants à l'échelle nationale ont également une incidence sur la part des dépenses consacrée à l'éducation.

Source

- OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2006), *L'école de demain – Repenser l'enseignement : Des scénarios pour agir*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2007), *UOE Data Collection – 2007 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, www.oecd.org/edu/eag2005.

Dépenses au titre des établissements d'enseignement pour tous les niveaux d'éducation

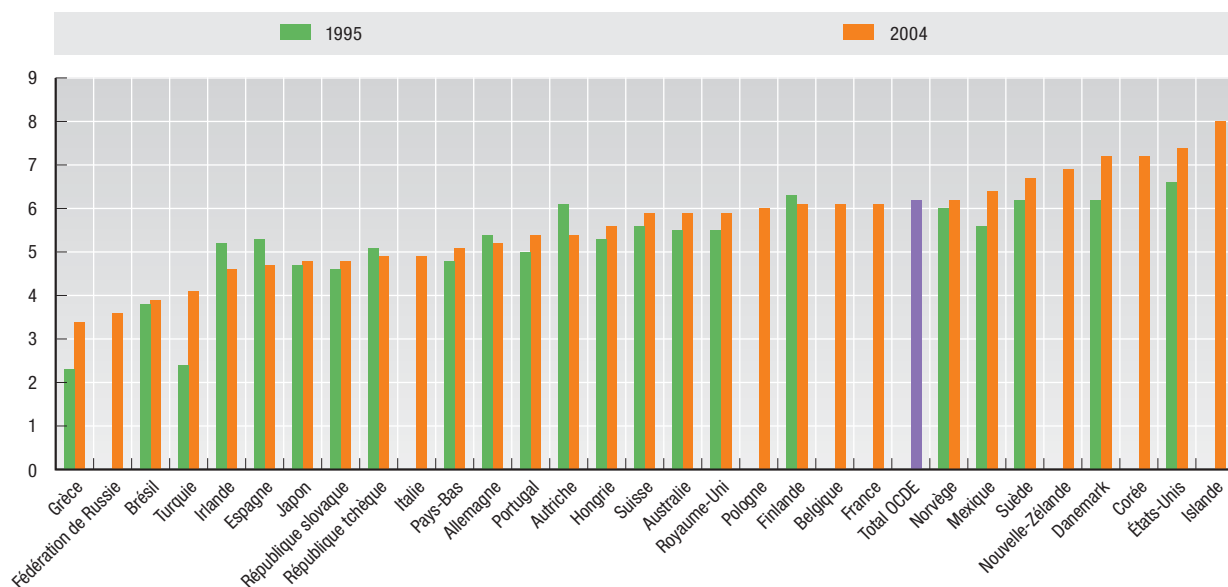
En pourcentage du PIB

	1995			2004		
	Publiques	Privées	Totales	Publiques	Privées	Totales
Allemagne	4.4	1.0	5.4	4.3	0.9	5.2
Australie	4.5	1.0	5.5	4.3	1.6	5.9
Autriche	5.8	0.3	6.1	5.0	0.4	5.4
Belgique	..	..	..	5.8	0.2	6.1
Canada	6.2	0.8	7.0	..	..	..
Corée	..	..	..	4.4	2.8	7.2
Danemark	6.0	0.2	6.2	6.9	0.3	7.2
Espagne	4.5	0.8	5.3	4.2	0.6	4.7
États-Unis	4.7	1.9	6.6	5.1	2.3	7.4
Finlande	6.3	..	6.3	6.0	0.1	6.1
France	..	..	..	5.7	0.4	6.1
Grèce	2.3	..	2.3	3.3	0.2	3.4
Hongrie	4.8	0.6	5.3	5.1	0.5	5.6
Irlande	4.7	0.5	5.2	4.3	0.3	4.6
Islande	..	..	..	7.2	0.7	8.0
Italie	4.7	..	..	4.4	0.5	4.9
Japon	3.6	1.2	4.7	3.5	1.2	4.8
Mexique	4.6	1.0	5.6	5.2	1.2	6.4
Norvège	6.0	0.4	6.3	6.2	..	..
Nouvelle-Zélande	4.8	..	..	5.6	1.3	6.9
Pays-Bas	4.6	0.2	4.8	4.6	0.5	5.1
Pologne	5.2	..	..	5.4	0.6	6.0
Portugal	5.0	..	5.0	5.3	0.1	5.4
République slovaque	4.5	0.1	4.6	4.0	0.8	4.8
République tchèque	4.8	0.3	5.1	4.2	0.6	4.9
Royaume-Uni	4.8	0.7	5.5	5.0	1.0	5.9
Suède	6.1	0.1	6.2	6.5	0.2	6.7
Suisse	5.6	0.4	6.0	5.9	..	..
Turquie	2.4	..	2.4	3.8	0.3	4.1
Moyenne OCDE	..	..	..	5.0	0.7	5.7
Total OCDE	..	..	..	4.7	1.4	6.2
Brésil	3.6	..	..	3.9	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	3.6	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/275251867381>

Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement pour tous les niveaux d'éducation

En pourcentage du PIB



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/388762851636>



Extrait de :
OECD Factbook 2008
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2008-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Dépenses publiques et privées d'éducation », dans *OECD Factbook 2008 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2008-69-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.